

LA LETTRE ECO

N°110

17 janvier 2015

SOMMAIRE

Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Les bourses, l'année commence enfin !
- S'endetter pour rien ou presque
- L'euro glisse toujours
- L'or reprend quelques couleurs

Si vous étiez absent cette semaine

- Le Livret A garde son taux
- Le franc suisse s'envole, la bourse s'effondre
- L'Allemagne sauve la mise

Le Coin de la Conjoncture

- Etats-Unis, le jeu des contraintes
- Europe, la guerre contre la déflation aura-t-elle lieu ?

Le Coin des Tendances

- Google glass en échec
- Du mirage au miracle des objets connectés

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS

Le tableau financier de la semaine

	16 janvier	Evolution sur 5 jours	Résultat au 31 déc. 2014
CAC 40	4 379	+ 4,80 %	4 272 pts
Dow Jones	17 511	-1,27 %	17 823
Dax Allemand	10 167	+5,38 %	9 805
Footsie	6 550	+0,76 %	6 566
Eurostoxx	3 206	+ 5,37 %	3 146
Nikkei	16 864	-1,94 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,6610 %	0,7950 %*	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,467 %	0,480 %*	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	1,793 %	1,971 %*	2,17 %
Cours de l'euro / dollars	1,1566	-2,27 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars (1^{er} fixing Londres)	1258	+3,88 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars 17 h 30	48,210	-2,56 %	57,54

*taux en vigueur au 9 janvier 2015

Les bourses, l'année commence enfin !

Après un début d'année difficile, les bourses européennes ont fortement réagi aux signaux envoyés par les instances européennes. La décision de la Cour de Justice de l'Union Européenne et les annonces du nouveau Président de la Commission de Bruxelles ont favorisé la baisse des taux d'intérêt sur les dettes publiques et l'augmentation des cours des actions. Avec la dépréciation de l'euro et la poursuite de la glissade du pétrole, les investisseurs croient au retour de la croissance dans les prochains mois au sein de la zone euro. Les prochaines élections grecques inquiètent moins les investisseurs d'autant plus que des propos rassurants ont été tenus sur le sujet même si l'Allemagne continue à pratiquer la douche écossaise.

La bourse de New York a bien terminé la semaine après la publication de bons indicateurs économiques.

Le recul de la production industrielle américaine de 0,1 % est en phase avec le consensus qui avait pronostiqué une stabilité. Ce recul est imputable à la baisse de la production énergétique.

L'indice des prix aux Etats-Unis est en baisse de -4 % toujours du fait de la diminution des coûts de l'énergie et des matières premières.

L'indice de confiance des consommateurs du Michigan a, progressé de 3,8 points à 98,2 points.

Dettes publiques, s'endetter pour rien ou presque

Les taux de l'OAT et du Bund allemand à 10 ans battent record sur record. Le taux français est passé sous la barre des 0,7 % quand le taux du bund est à 0,46 %. Il faut souligner que l'écart entre les deux pays s'est contracté cette semaine. Il est à noter que cette baisse des taux s'inscrit également dans le repli historique des prix, le taux d'inflation de la zone euro étant en territoire négatif.

L'euro glisse toujours

L'euro est passé, cette semaine, en-dessous de 1,15 dollar. Après l'avis de l'avocat général de la Cour de Justice de l'Union européenne jugeant conforme aux traités les opérations d'achats de titres par la BCE, après la décision de la Suisse de laisser filer sa monnaie, tout concourt à la poursuite de la baisse de l'euro. De nombreux experts considèrent que le retour à la parité avec le dollar peut intervenir sous un an à un an et demi.

L'or retrouve quelques couleurs

Dans ce contexte chahuté, l'or a gagné 3,88 % durant la semaine. La valeur refuge a joué son rôle dans le contexte de taux baissiers et de forte variation des taux de change.

SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI L'ACTUALITE ECO CETTE SEMAINE...

Le Livret A garde son taux

Le Gouvernement a vite réagi, après la préconisation du Gouverneur de la Banque de France d'abaisser le taux du Livret A à 0,75 %, en décidant de le maintenir à 1 %. Cette décision éminemment politique vise à conforter le pouvoir d'achat des épargnants et à récuser toute idée d'installation de déflation. Le Gouvernement espère une reprise de l'inflation au cours de l'année. Certes, la baisse à 0,75 % aurait été un geste en faveur du logement social et des PME mais elle aurait eu pour conséquence l'amplification du mouvement de décollecte. Si la raison économique pouvait conduire à une baisse du taux, le pragmatisme politique s'est imposé.

Le franc suisse s'envole, la bourse s'effondre

Depuis la crise des dettes publiques en zone euro, la Suisse freinait l'appréciation de sa monnaie face à l'euro. Cette politique visait à maintenir la compétitivité des produits suisses à l'exportation au moment où le franc suisse était considéré comme une valeur refuge. La Banque centrale a abaissé ses taux et a institué des taux négatifs pour les dépôts.

La dépréciation de l'euro par rapport aux autres monnaies rendait difficile le maintien du plancher de un euro pour 1,20 franc suisse. La Banque centrale suisse devait acquérir des montants de plus en plus élevés d'euros qui se dépréciaient. L'engagement prochain de programmes d'achats de titres par la BCE a incité les autorités monétaires suisses à changer leur fusil d'épaule et de laisser filer leur monnaie. Il est possible que cette déconnexion entre l'euro et le franc suisse avait été préparée par les deux banques centrales. Le franc suisse a gagné jusqu'à 30 % par rapport à l'euro. En fin de semaine, il s'échangeait à parité avec l'euro.

Les exportateurs helvétiques seront pénalisés. En revanche, les travailleurs frontaliers payés en franc suisse font une bonne opération. Les non-résidents qui empruntaient en francs suisses, ce qui est fréquent dans les pays d'Europe de l'Est, doivent s'acquitter de remboursements plus élevés.

Dans ces conditions, la bourse a plongé. L'Indice National Suisse a perdu 13,25 % en une semaine.

Plusieurs experts économiques considèrent que la croissance ne pourrait être que de 0,5 % en 2015 contre 1,8 % initialement prévue. Pour 2016, le taux devrait être de 1,1 % au lieu de 1,7 %.

L'Allemagne sauve la mise en 2014

Après avoir frôlé la récession au 3^{ème} trimestre, l'Allemagne a enregistré une croissance de 0,25 % au dernier trimestre la portant à 1,5 % sur l'ensemble de l'année. Si ce résultat est le meilleur de ces trois dernières années, il a été obtenu dans la douleur.

A 1,5 %, le Gouvernement qui avait prévu 1,2 % peut s'estimer heureux d'autant plus que l'équilibre budgétaire a été rétabli avec un excédent de 0,4 % du PIB. Par ailleurs, le chômage est à son niveau le plus bas depuis la réunification.

En 2014, les exportations ont progressé de 3,7 % malgré le ralentissement de la croissance chinoise et de la stagnation du reste de la zone euro. Les dépenses privées ont augmenté de 1,1 % et celles de l'Etat de 1 %. Les investissements d'équipement, qui étaient depuis deux ans en recul ont augmenté de 3,7 % en 2014. 3,7%.

Si la croissance avait atteint en Allemagne, en 2011, +3,6 %, elle s'était depuis étioyée pour s'élever à 0,4% en 2012 puis à 0,1 % en 2013. Sur les 10 dernières années, la croissance moyenne allemande s'établit à 1,2 %.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Etats-Unis, le jeu des contraires

Les Etats-Unis bénéficient de la baisse du cours du pétrole. En effet, la croissance américaine est énergivore. Les dépenses énergétiques annuelles représentent, en moyenne, 626 milliards de dollars. Une baisse de 20 % des prix de l'énergie conduit ainsi à une économie instantanée de plus de plus de 120 milliards de dollars soit 1 % du revenu disponible brut et si ce gain est consommé, le PIB se trouve bonifié de 0,6 point.

La diminution du prix du pétrole a conduit à une réduction du solde de produits pétroliers qui est passé de 3,6 à 0,8 % du PIB de mi 2008 à fin 2014. En revanche, l'appréciation du dollar diminue la compétitivité des produits et services américains ce qui devrait se faire ressentir sur la balance commerciale. En outre, les entreprises américaines exportent essentiellement vers le Canada et les pays d'Amérique Latine. Ces pays producteurs de matières premières sont pénalisés par la chute des cours. Le Canada représente 20 % des parts de marché américaines et l'Amérique Latine 26 %.

La baisse des cours du prix du pétrole pourrait par ailleurs jouer à l'encontre des producteurs pétroliers locaux. Le coût moyen d'extraction du pétrole de schiste est d'environ 60 dollars avec des variations assez fortes d'un gisement à un autre. Depuis la chute des cours, des gisements ont été arrêtés comme dans le Dakota du Nord. Dans cet Etat, le nombre de puits est a baissé de 18 % en un an.

A court terme, la baisse du prix du pétrole devrait être positive pour l'économie américaine mais son effet devrait se dissiper assez rapidement.

La guerre contre la déflation aura-t-elle lieu ?

Mercredi 14 janvier, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu son avis sur le programme d'opérations monétaires sur titres (OMT) de la BCE. Cet avis fait suite à la saisie de la CJUE par la Cour constitutionnelle allemande sur la question de la légalité du programme OMT, d'achat de titres publics, au regard des traités européens.

Même si le Tribunal Constitutionnel Allemand reste maître de sa décision en la matière, il n'en demeure pas moins qu'une étape a été franchie en faveur de la validation des programmes d'assouplissement quantitatif au sein de la zone euro.

Au niveau de la Commission de Bruxelles, les lignes bougent également. Après le Plan d'investissement européen qui doit néanmoins encore être mise en œuvre, la Commission a présenté un nouveau « mode d'emploi » des règles budgétaires du

Pacte de Stabilité et de Croissance. La Commission a ainsi décidé de documenter les clauses « échappatoires » des règles générales du Pacte de Stabilité et de Croissance. La Commission ne remet pas en cause les objectifs de 3 % de déficit et de 60 % de dette publique mais elle admet que les Etats pourront intégrer le gain à venir des réformes structurelles engagées dans le calcul de ces soldes. La mise en œuvre de ces réformes pourrait autoriser une déviation temporaire de la trajectoire d'ajustement du déficit budgétaire. La loi Macron pourrait être ainsi pris en compte pour la France et lui éviter une amende pour non-respect de sa trajectoire.

La Commission a, par ailleurs, confirmé que les contributions volontaires des Etats membres au capital du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) ne seraient pas pris en compte pour le calcul des déficits au sens de Maastricht. Les plans d'investissement non récurrents seraient ainsi favorisés.

Enfin, la Commission a défini les modalités de prise en compte de la conjoncture sur le programme d'assainissement des finances publiques. Les Etats confrontés à des conditions conjoncturelles défavorables seront autorisés à réduire l'ampleur des efforts de consolidation structurelle qu'ils doivent réaliser pour converger vers l'équilibre des finances

Les précisions de la Commission concernant l'Italie et la France. Ces deux pays devraient éviter les sanctions de l'Union.

LE COIN DES TENDANCES

Google Glass en échec !

Le 19 janvier, Google arrête la commercialisation des Google Glass qui n'ont jamais convaincu le grand public. Ce produit n'a pas rencontré le succès escompté. Le prix de 1500 dollars était assez dissuasif. Les applications qui ont été développées étaient avant tout d'ordre professionnel (police, bâtiment, ...). La SNCF avait tenté une expérience en équipant certains des contrôleurs de Google Glass afin de simplifier le contrôle. Mais, peu esthétique et difficile d'usage, Google Glass n'a pas séduit le grand public. Google ne renonce pas pour autant à cet objet et a annoncé que cet arrêt n'était que temporaire.

Du mirage au miracle des objets connectés

Google Glass prouve que le caractère connecté d'un objet ne garantit pas son succès. Mais, les ardeurs des chercheurs et des entreprises ne seront pas refroidies par cet échec relatif. Il est certain que de nombreux objets connectés termineront au fond d'un placard mais certains pourraient devenir incontournables. Le nombre d'objets connectés devrait progresser de 30 % en 2015 et atteindre 3,7 milliards dans le monde. Selon CISCO, près de 445 millions d'objets devraient être connectés en France d'ici 2018, soit près de sept objets à personne. Les capacités des batteries restent une des faiblesses majeure des objets connectés. Comme dans toute révolution ou mode, l'offre explose avec des idées plus ou moins farfelues. Au

niveau des tendances lourdes, les imprimantes 3 D et les drones devraient se développer dans les prochaines années.

La possibilité de produire des objets à domicile, chez son voisin ou dans la maison de la presse située au coin de la rue est possible. Les possibilités techniques des imprimantes 3D se multiplient. Le marché de l'impression 3D devrait, dans ces conditions, progresser de 98 % en 2015.

Les drones grand public connaissent une explosion. En 2014, les ventes auraient progressé de plus de 120 % ce qui n'est pas sans posé des problèmes de sécurité. L'intérêt des drones repose sur les applications embarquées : capteurs, analyse de données. L'utilisation des drones dans le secteur agricole, dans la surveillance (voies ferrées), ou dans le bâtiment sera génératrice de gains de productivité. Total et Vinci développent une flotte de drones pour faciliter l'analyse des données cartographiques. Néanmoins comme le prouve l'échec relatif des Google Glass, ces objets pour rencontrer le succès doivent être simples et procurer un véritable service.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 19 janvier

Au **Japon**, il faudra suivre la publication de plusieurs indicateurs dont **la production industrielle et le taux d'utilisation des capacités de production pour le mois de novembre ainsi que la confiance des consommateurs** pour le mois de décembre.

Pour la **zone euro**, il faudra regarder **les résultats de la balance des paiements courants du mois de novembre et la production de la construction**.

Mardi 20 novembre

En Chine, il conviendra de surveiller **le résultat du PIB du quatrième trimestre 2014** et le taux de croissance de l'année dernière. Pour le dernier trimestre, le taux de croissance est attendu à 1,7 % contre 1,9 % au troisième trimestre. Sur l'année, le taux de croissance se serait élevé à 7,2 %. Devrait être également connu **le taux d'investissement urbain** du mois de décembre qui est attendu stable, à 15,8 %, par rapport à novembre. **De même, la production industrielle** du mois de décembre devrait ressortir en hausse à 7,4 % en rythme annuel contre 7,2 % en novembre. **Les ventes de détail** pour le mois de décembre ont dû progresser au mois de décembre de 11,7 % comme au mois de novembre.

En Italie, sera publié le résultat de la balance commerciale du mois de novembre.

En **Allemagne**, il conviendra de suivre **l'enquête ZEW sur le sentiment économique** pour le mois janvier qui est attendue en hausse comme celle concernant la zone euro.

Mercredi 21 janvier

Début du **Forum de Davos** qui se terminera à la fin de la semaine.

Au **Japon**, il faudra regarder la déclaration de la **politique monétaire de la Banque centrale**.

Toujours au **Japon** seront communiqués **l'indice de la production** tous secteurs industriels pour le mois de novembre ainsi que **l'indice économique avancé**.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **la réunion de la Banque centrale**. Seront également publiés **le taux de chômage du mois de décembre et l'évolution des salaires moyens**.

Aux Etats-Unis, seront **communiqués le nombre de permis de construire pour le mois de décembre ainsi que les mises en chantier**. Ces deux résultats sont attendus en légère hausse.

Jeudi 22 janvier

En **Chine**, sera rendu public **l'indice du climat des affaires** pour le mois de décembre.

Au **Japon**, sera publiée **l'enquête mensuelle économique de la Banque centrale**.

En **Espagne**, sera rendue publique **l'enquête sur l'emploi du quatrième trimestre 2014**.

En **Italie**, il faudra suivre **les commandes et les ventes de produits industriels** pour le mois de novembre. Seront également connues **les ventes de détail**.

Au niveau de **la zone euro**, il faudra suivre avec attention **les annonces de la BCE**.

Toujours au niveau de **la zone euro**, il faudra analyser l'indicateur sur la confiance des consommateurs du mois de janvier.

Vendredi 23 janvier

Au **Japon**, il faudra regarder **l'indice des directeurs d'achat (PMI)** su secteur immobilier pour le mois de janvier.

L'indice PMI manufacturier sera également publié **en Chine, en France, en Allemagne et aux Etats-Unis**. Il devrait ressortir en légère hausse dans ce pays. **L'indice PMI-service** sera également communiqué pour la **zone euro**.

Au **Royaume-Uni** sera connu le résultat des **ventes de détail du mois de décembre**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les ventes de maisons existantes** pour le mois de décembre. Plus de 5 millions de vente ont dû être réalisées contre 4,9 millions au mois d'octobre.

Dimanche 25 janvier

Elections législatives en Grèce

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata et d'O2P Conseil

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez, Olivia Penichou, Valérian Denis et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 01 45 00 37 37
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC